



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°613 du Mercredi 25 août 2021 - 15^{ème} année - Prix: 250 FCFA

MALGRÉ LE DÉBUT DIFFICILE DES PLUIES La Campagne agricole 2021-2022 bat son plein



Les témoignages sur les Zones d'Aménagement Agricole Planifié

ÉDUCATION

GRATUITÉ DES FRAIS SCOLAIRES

#6

Les réactions des populations



POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

L'eau potable coule au Togo

Convenablement aux Objectifs de développement durable (ODD), le Togo a entamé de grands chantiers pour offrir une eau de qualité et préserver la santé des citoyens. Le taux d'accès à l'eau grimpe en milieu urbain, semi-urbain et rural. Ces efforts à l'origine desquels se trouve le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, améliorent grandement les conditions de vie des populations.



MÉTIER

PARTAGE D'EXPÉRIENCES

Les Métiers de la COMMUNICATION :



ON VOUS EN OFFRE TOUJOURS PLUS!



KIT 4G+ + 4Go
38 400^{FCFA} Valable 7jrs
29 000^{FCFA}

F1 MAX



KIT 4G+ + 4Go
65 000^{FCFA} Valable 7jrs
45 000^{FCFA}

EGO+

Disponible en Agence dans la limite des stocks disponibles
Bonus 4Go valable 7 jours. Offre valable du 02 au 31 août 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg



LE CARNET

Johnson & Johnson bien introduit

Le Togo qui poursuit la campagne de vaccination contre la covid-19 a lancé lundi 16 août l'administration en une seule dose du vaccin Johnson and Johnson. 118.000 personnes seront touchées.

A la polyclinique de Lomé, les agents vaccinateurs ont d'abord été sensibilisés sur les dispositions pratiques liées à l'administration du vaccin «Janssen» de Johnson & Johnson. «La dose à inoculer est de 0,5 ml du vaccin Janssen de Johnson&Johnson, à l'opposé de Pfizer, où il fallait administrer 0,3ml de dose », a confié Afi Attignon-Akakpo, responsable de la vaccination.

Les vaccinateurs ont été également sensibilisés sur les conseils à donner aux populations, en cas d'effets secondaires. Ce n'est qu'après ce briefing que la vaccination a effectivement démarré avec quelques usagers qui attendaient impatiemment de se faire vacciner. Pour M. Kossi Jean, le vaccin « Janssen » de Johnson & Johnson reste le meilleur des vaccins. Une seule dose et on est quitte. « Les rumeurs concernant les vaccins, par rapport aux effets secondaires, ne m'ont pas véritablement encouragé à m'enrôler si tôt. Mais cette fois-ci, j'ai fait mon choix », a-t-il déclaré.

Présent également sur place pour prendre sa dose, Charles Konzou estime que la vaccination reste le seul moyen pour se sauver de la Covid-19 et rompre la chaîne de contamination. Il appelle ceux qui hésitent encore à se faire vacciner et à surpasser la peur pour s'enrôler.

Au Centre Médico-Social (CMS) de l'UTB circulaire de Nyékonakpoé, la campagne s'annonce bien, selon le responsable de la vaccination sur ce site, Kodjo Anato.

Le Togo a lancé depuis mars dernier la campagne de vaccination, d'abord avec astrazeneca et ensuite sinovac, Pfizer puis aujourd'hui Johnson & Johnson produit en Afrique du sud.

Le gouvernement l'avait annoncé dans un communiqué la semaine dernière. Cela est effectif depuis ce lundi 16 août 2021. Les premières doses du vaccin Johnson & Johnson ont été injectées aux populations du Grand Lomé ce lundi, apprend-t-on du ministère de la Santé.

Le vaccin Johnson & Johnson « sera administré aux personnes âgées de 20 ans et plus et n'ayant reçu jusqu'alors aucun autre vaccin contre la Covid-19 », a indiqué le gouvernement le 11 août dernier, à travers un communiqué.

Johnson & Johnson est le quatrième vaccin que le Togo utilise dans la lutte contre la maladie.

Au 14 août, le pays a enregistré 17 846 cas confirmés avec 265 nouvelles contaminations, 15 409 personnes guéries, 2 272 cas actifs et 165 décès.

PARTAGE D'EXPÉRIENCES Les Métiers de la COMMUNICATION

Ithiel Kotin-dofontien et Peace Ahouissou dévoilent le profil du nouveau communicant Une journée mémorable pour les étudiants de l'Institut des Sciences de l'Information de la Communication et des Arts (ISICA/UL). Le jeudi 19 août 2021, une rencontre d'échanges et de partages d'expériences a été organisée à l'intention des étudiants dudit institut. Co-organisée par Dr Yao-Baglo Namoin et deux professionnels de la communication, anciens étudiants d'ISICA, la rencontre a été placée sous le thème: «Le profil du nouveau communicant».

Ithiel Ahouissou Chargé de communication à l'Université Senghor à Alexandrie et Peace Ahouissou Consultante en communication-CEO Wilaaya, ont éduqué les étudiants de la 16ème Promotion sur la préparation à une projection objective dans la vie professionnelle en tant que Communicant. Tour à tour, Ithiel Kotin-Dofontien et Peace Ahouissou ont dévoilé ce à quoi ressemble le profil du nouveau communicant. Le marché de l'emploi ayant dorénavant de plus hautes attentes du communicant ; un excellent communicant doit transcender la limite de la technicité liée à un seul aspect ou une forme donnée de la communication, pour rendre son rôle légitime et incontournable dans tout type d'organisation. Un excellent communicant est à la base un bon stratège. Armé du « forward-thinking ability », le nou-

veau communicant obtient les connaissances, la perspicacité et la capacité de réflexion prospective nécessaires pour faire progresser l'entreprise dans sa vision. Les effets des actions de communication qu'il propose doivent être mesurables à travers des indicateurs clés de performances. Cela fait appel à deux facteurs majeurs :

- L'Adaptabilité : capacité à trouver des solutions rapides aux nouveaux défis de l'organisation/entreprise.

- La transversalité : sur l'ensemble des différents domaines de la communication : Stratégie, Copywriting ; Média planning, Marketing, Graphisme, Communication corporate, Communication publique, Communication digitale, etc... « On ne peut plus faire le métier de communicant sans maîtriser les Bé-A-ba du numérique,



Étudiants 16ème promotion ISICA

sans avoir des notions clés en graphisme, en écriture journalistique », a renchérit Dr Yao-Baglo Namoin, Enseignante à l'ISICA. «La rage d'apprendre et la culture de l'excellence, font partie intégrante du profil du nouveau communicant. », a martelé Ithiel Kotin-Dofontien.

est le plus beau métier ». L'intérêt de l'organisation d'une rencontre de cette trempe est de permettre aux étudiants futurs professionnels de la communication, d'avoir dès leur cursus académique une connaissance des défis et exigences du marché de l'emploi, afin de commencer tout



De la gauche vers la droite: Mme Peace Ahouissou, Dr Yao-Baglo Namoin, M. Ithiel Kotin-Dofontien

Pour Peace Ahouissou, le numérique favorise la désintermédiation dans la construction du nouveau profil de communicant car assez d'outils et de connaissances y sont accessibles. En paraphrasant Stephen Wang qui dit « Quel que soit l'emploi que vous occupez dans la vie, votre réussite sera déterminée à 5 % par vos titres universitaires, à 15 % par vos expériences professionnelles et à 80 % par vos compétences en communication » ; Peace Ahouissou conclut que « La Communication

de suite à travailler sur leurs insuffisances. Cela leur permettra de construire dès à présent leur meilleur profil du nouveau communicant.

Les participants et les professionnels se sont séparés de cette rencontre sur une note de satisfaction marquée par le grand intérêt des étudiants. Les organisateurs encouragent surtout les étudiants à aller au-delà du partage en mettant en application les conseils reçus.

AGRICULTURE : Le nombre de fonctionnaires dans le secteur agricole togolais a augmenté

Le Togo a une agriculture productive, lucrative et inclusive. Inconditionnellement, l'Etat apporte son soutien aux acteurs du secteur qui se séparent de la pauvreté. La création d'emplois décents pour augmenter la richesse et offrir à tous une vie convenable dans un pays épanoui, demeure le grand point des politiques de développement national. L'agriculture emploie déjà près de 70% de la population active. Pour les autorités, constamment préoccupées par le bien-être des citoyens, il n'est pas question de dormir sur leurs lauriers.

En mai 2021, 1 239 personnes ont été admises à la fonction publique via un concours de recrutement du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural. Elles ont été réparties sur le territoire dans 27 départements du ministère mentionné : secrétariat général, direction des ressources humaines, l'Agence nationale de la sécurité alimentaire (Ansat), la Centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles (Cagia)...

L'agriculture, une vache à lait pour les Togolais

En 2019, le secteur agricole a généré 222 698 emplois (199 018 permanents et 23 680 temporaires). Il avait engendré près de 60% des 379 017 emplois créés au cours de l'année évoquée. Aujourd'hui, elle forme à 40% le Produit intérieur brut (PIB) national. Pour la campagne agricole 2020-2021, le bilan alimentaire est excédentaire avec un taux de couverture des besoins de 160% pour les tubercules, 240% pour les légumineuses et 101% pour les céréales.

Le Mifa et les ambitions

Le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa) est l'un des grands projets mis en marche

pour accélérer le développement du secteur. En juin 2020, il avait mobilisé plus de la moitié des 50 milliards prévus pour l'année entière. De juin 2018 [date de sa création] à juin 2021, près de 150 000 acteurs ont été appuyés par des banques et institutions financières. Plus de 165 000 emplois directs et indirects ont été créés grâce à la structuration des coopératives agricoles et l'accompagnement des entreprises de transformation agricole.

Durant les prochaines années, 400 Zones d'aménagement agricole planifiées (Zaap) seront aménagées pour mettre en place des unités de transformation agricole. Le Mifa sera étendu à d'autres filières porteuses pour accroître l'accès des acteurs au financement et à la protection sociale. Le pays prévoit l'aménagement de 10 000 ha d'irrigation goutte à goutte en faveur de 40 000 jeunes entrepreneurs agricoles, le développement d'une campagne de dessouchage pour 500 000 ha à un prix subventionné, la construction de 4 000 km de pistes rurales pour faciliter l'accès aux marchés et l'écoulement des produits, l'organisation de 50 000 femmes dans les opérations de transformation, conditionnement et commercialisation des produits ; et ce n'est pas tout.

FILETS SOCIAUX ET SERVICES DE BASE : Bientôt un audit des transferts monétaires

Le projet Filets sociaux et services de base (FSB), piloté par l'Agence nationale de développement à la base (Anadeb) va subir un vaste audit. Cet audit portera sur l'aspect externe des paiements digitaux des transferts monétaires de ce projet. L'audit, précise-t-on, ciblera particulièrement les différents aspects du passage en mode digital des transferts monétaires.

Une procédure vient d'être lancée dans ce sens afin de recruter un consultant chargé de cette tâche.

La véracité et l'exactitude des paiements opérés via les comptes Flooz, tout comme le fonctionnement de toute la chaîne d'acquisition, de distribution et de fonctionnement des cartes SIM distribuées aux bénéficiaires. Ce sont les points qui feront l'objet de ce contrôle.

Une enquête de satisfaction auprès des bénéficiaires est aussi envisagée avec pour but final pour l'Etat : de s'assurer que «les transferts ont été bien effectués au profit des bénéficiaires ciblés,

ainsi que de la conformité des données rapportées aux données réelles du terrain».

L'objectif de l'Agence est d'améliorer la délivrance des services de ce programme, sous-composante des FSB.

Pour rappel, le projet a été lancé en 2018 par l'exécutif avec le soutien de la Banque Mondiale, pour assurer aux communautés défavorisées un meilleur accès aux infrastructures socio-économiques de base et aux mécanismes de sécurité sociale. Trois ans après, le mécanisme a dépassé les objectifs initiaux avec plus de 23 milliards FCFA débloqués et environ 200 000 personnes accompagnées.

MALGRÉ LE DÉBUT DIFFICILE DES PLUIES

La Campagne agricole 2021-2022 bat son plein

Les témoignages sur les Zones d'Aménagement Agricole Planifié

La campagne agricole 2021-2022 est en marche au Togo. Démarrée avec un début difficile des pluies, elle occupe bien le temps des agriculteurs actuellement sur toute l'étendue du territoire. Ici et là, on vit la campagne agricole.

Tirant les leçons des conditions difficiles dans lesquelles s'est déroulée la campagne agricole écoulée ; conditions liées aux aléas climatiques et à la pandémie de la covid19, les producteurs sont plus qu'aguerris pour obtenir de meilleurs résultats au cours de cette nouvelle campagne.

Un véritable challenge qui se voit rehaussé dans le contexte actuel marqué par la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale qui vise entre autres, l'amélioration de la productivité et des rendements agricoles pour faire du secteur agricole un véritable moteur de croissance économique du Togo.

Dans cette dynamique, il est créé un environnement favorable à l'atteinte des objectifs ainsi assignés au secteur agricole, notamment la mise en place dans les 5 régions du pays des zones d'aménagement agricole planifié (ZAAP), la mobilisation et l'accompagnement des coopératives agricoles par les services techniques du ministère sur les sites, la mobilisation et le déploiement des intrants.

Pour le DR Kara qui faisait la synthèse sur l'aménagement et l'exploitation des ZAAP, "La campagne agricole 2021-2022 a été très bien préparée dans notre région de la Kara. Le séchage a démarré depuis le mois de mars et jusqu'en fin mai on a commencé le labour. Mais petite inquiétude que nous avons eue est qu'on a eu des retards de pluies si bien que les premiers labours n'étaient pas très bien. Par endroit on a dû arrêter avant de reprendre. Mais Dieu merci autour du 20 juin, les pluies étaient de bien installées et nous avons dû reprendre les labours. Ici nous sommes sur la ZAAP de Tipoue dans le canton de Namong dans la préfecture de Dankpen et comme vous les voyez les producteurs n'ont pas attendu. Dès que la ZAAP a été élaborée ils ont démarré les semis. On

peut constater les blocs de riz, les blocs de maïs et de Soja".

Pour le volet marécage, il relève qu'une équipe est déjà passé pour installer les points de forage. Les dispositions sont déjà prises sur tous les 24 sites en Cours d'aménagement ;

Pour un agriculteur, "le plus que nous avons trouvé dès l'arrivée de la ZAAP c'est que dès notre arrivée, le labour nous a été travaillé par l'Etat.

des intrants dans tous les cantons pour les rapprocher davantage des producteurs. Le gouvernement, à travers le ministère chargé de l'agriculture, a mobilisé pour tous les acteurs de la chaîne agricole plus de 80 000 tonnes d'engrais. A ce jour, plus de 55 000 tonnes sont déjà déployées sur le terrain dont 38 000 utilisées. Côté semences certifiées, c'est au total, 2 566 tonnes de maïs, de riz, de soja, d'arachide, de niébé et de sésame qui ont été mobilisées.

Le DR des Savanes a aussi fait la synthèse du déroulement de la campagne agricole 2021-

Pour un autre agriculteur, « Avant on faisait des cultures mais comme on manquait de moyens, on ne faisait pas de bonnes récoltes. Mais maintenant que nous avons la ZAAP et l'arrivée des engrais, il y a une différence entre ce que nous faisons et aujourd'hui.

Ces intrants sont distribués à travers un réseau de plus de 450 points de vente agréés sur tout le territoire national. De plus, les prix des engrais ont été maintenus à 12 500 FCFA le sac de 50 Kg malgré la flambée des prix au niveau mondial.

Tous ces efforts ont permis d'accroître de façon substan-

Contre ce phénomène qui met à rude épreuve la disponibilité des engrais nécessaires pour satisfaire les besoins des agriculteurs togolais, le gouvernement a engagé une lutte sans merci. Interdiction de la vente des engrais aux utilisateurs à travers les sociétés privées agréées, arrestations d'auteurs de contrebande et saisies de stocks d'engrais sont autant de mesures mises en œuvre à cet effet. Plus de 187 tonnes d'engrais ont été saisies. C'est un phénomène similaire à celui vécu quelques mois plus tôt dans le domaine des produits céréaliers ayant été à la base de la flambée des prix de plusieurs denrées agricoles sur les marchés ; phénomène contre lequel des mesures appropriées ont été également prises.

Aujourd'hui, la campagne agricole dans son ensemble bat son plein sur toute l'étendue du territoire. Sur certaines exploitations agricoles, c'est déjà les premières récoltes.

Le développement agricole, c'est aussi la promotion de la production animale. Dans le domaine de l'élevage, des actions sont engagées. On peut citer entre autres :

- la tenue des ateliers de diagnostic du secteur de l'élevage en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale ;
- le développement des chaînes de valeur viande-laiterie-fourrage à travers la mise en œuvre des zones d'aménagement pour la production bovine (ZAPB) ;
- la création de l'institut de formation en alternance de développement de Barkoissi ayant pour vocation un développement durable des différentes filières animales ;
- la création des aires d'abatage de bétail pour la transformation des produits carnés ;
- la mise en œuvre du projet d'insémination artificielle pour la promotion de la race de vaches laitières améliorées. Face aux effets néfastes du dérèglement climatique, le grand défi de l'agriculture togolaise aujourd'hui, reste la maîtrise de l'eau et l'irrigation. Un pari que le gouvernement s'engage fermement à gagner pour permettre au secteur de réaliser la grande mutation attendue de lui et de jouer pleinement le rôle de moteur de croissance économique du Togo.

M. Bîmôkê



Pour les doléances nous supplions le gouvernement de venir dans les saisons sèches nous élargir l'espace pour ce que nous avons inscrit dans le système puisse être réalisé pour le nôtre bien".

Une des agricultrices relève que par le passé, elles souffraient beaucoup au niveau de défrichage et du labour. Mais cette fois ci avec l'entrée dans la ZAAP la tâche a été facilitée. Un bulldozer est venu débroussailler le champ et après un tracteur est arrivé pour labourer et après cela elles ont pu commencer les semences. Une des particularités de la campagne agricole 2021-2022, c'est l'anticipation dans la mobilisation et la mise en place

2022 en ces termes : « Pour l'organisation des producteurs, nous les avons mis en contact avec les agrégateurs qui sont des investisseurs privés qui ont volontairement accepté d'accompagner les différents acteurs de ces ZAPP en intrant agricole, notamment en semence et en engrais ».

Et selon un producteur, « Ils sont venus d'abord avec les Caterpillar pour débroussailler et après les tracteurs sont arrivés pour labourer. Et ils nous ont dit que si nous avons commencé avec les semis ils vont nous apporter de l'engrais. Et les titans ont apporté beaucoup d'engrais en vente. Ceux qui ont de l'argent, ont acheté pour commencer.

tielle le volume d'utilisation des engrais au cours de la campagne agricole. La quantité d'engrais consommée au niveau national à la fin du premier semestre 2021 dépasse de plus de 21% la moyenne de consommation annuelle observée entre 2015 et 2020, et a atteint 60% dans les Savanes. Les prix des engrais maintenus bas dans le cadre de la riposte à la pandémie de la Covid 19, font malheureusement l'objet de convoitise très poussée des spéculateurs dans certaines régions du pays. Des réseaux de contrebande se sont développés dans ces régions et particulièrement dans les Savanes ces derniers temps en direction des pays voisins.



#CQFS

Il est institué pour les **commandes publiques**, un **quitus fiscal** et une **attestation de régularité fiscale**.
Ces actes sont **exceptionnellement** soumis à
l'apposition d'un **timbre fiscal de 500F**.

L'ARCEP donne encore un délai pour l'identification des SIMS : Les raisons

Les Togolais ont encore deux mois pour faire identifier leurs différents numéros mobiles auprès des sociétés de téléphonie mobile notamment Togocom et Moov Togo. Initialement prévu pour ce lundi 23 août, le délai imparti a été prorogé par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP). Cette décision de l'ARCEP vient mettre fin au calvaire et au danger que courent les abonnés dans les agences.

Plus le délai arrive à terme plus on constate des affluences dans les agences de Togocom et Moov Togo. Chacun veut faire identifier ses numéros pour ne pas les voir coupés ou être attribués par après un autre abonné. L'identification en question est une disposition prise par le gouvernement par l'Arrêté n°007/MENTD/CAB en date du 29 avril 2021 à travers le ministère de l'Économie numérique et de la transformation digitale qui fixe désormais à trois (03), le nombre maximum de cartes SIM, par opérateur et par abonné aux services de communications mobiles au Togo.

Les raisons

La décision du gouvernement est beaucoup plus sécuritaire. En effet, le phénomène d'arnaque, vols et d'usurpation d'identité devient récurrent au Togo avec son lot de torts causés aux citoyens qui se laissent souvent trompés. Et la disposition selon l'Arcep « permettra de lutter efficacement contre les méfaits liés à l'utilisation des téléphones portables (vols, arnaques, usurpation d'identité, harcèlements, ...) qui constituent l'une des doléances des associations de consommateurs ».

Outre la sécurisation de l'usage du téléphone portable, cette mesure opportune va, par ailleurs, dissuader la vente de carte SIM à la sauvette et éradiquer le phénomène d'acquisition de puces pré-activées dans la rue.

L'acte de l'ARCEP

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), après avoir reçu l'aval des autorités gouvernementales et en concertation avec Togo Cellulaire et Moov Afri-

ca Togo, a décidé de proroger jusqu'au 29 octobre 2021 à minuit, le délai imparti pour l'identification des abonnés ainsi que leur mise en conformité à l'Arrêté du 29 avril 2021 limitant à trois (03), le nombre maximum de cartes SIM, par opérateur et par abonné. « Afin de permettre à nos populations de se conformer, dans la sérénité, aux formalités d'identification ainsi qu'à l'esprit de l'Arrêté, l'Autorité de régulation a jugé nécessaire de rallonger le délai afin de désengorger les agences » a indiqué le communiqué de l'Autorité.

Le danger évité de justesse

Pour les abonnés de Moov Togo, ils avaient jusqu'au 21 août pour se conformer à la disposition, tandis que ceux de Togocom avaient jusqu'au 28 août. Plus le délai arrivait à terme, on observait assez d'affluence dans les agences déjà rares des deux opérateurs.

Ils sont des centaines à se regrouper tous les jours dans les agences dans les quartiers de Lomé la capitale. L'affluence est encore monstrueuse dans les villes de l'intérieur du pays qui ne comptent qu'une seule agence par opérateur dans toute la ville. Ils sont le plus souvent dans des queues interminables pendant des heures dans l'attente de se faire identifier.

« Ça fait le deuxième jour que je suis dans la queue ici. Le premier jour, j'ai attendu toute la journée sans être reçu. J'ai laissé de côté mon travail pour venir ici afin qu'on ne coupe mon numéro et voilà le calvaire que le vis ici. Vraiment, la décision de prolongation du délai est la bienvenue », a déploré Monsieur Nicolas, mécanicien, interrogé par notre rédaction dans une agence de société de téléphonie à Kpalimé.

Le danger en fait, était imminent dans la mesure où les mesures barrières sont bafouées par la foule dans les agences, alors que le pays connaît une hausse du nombre de personnes infectées au Covid-19. Le risque de contamination à grande échelle était donc très élevé. « Cette décision est motivée par le constat de l'afflux des populations dans les agences à l'approche de l'échéance, au mépris des règles de distanciation sociale prônées par le gouvernement dans un contexte pandémique où notre pays enregistre des taux alarmants de contamination liées à la Covid-19 », explique le communiqué de l'ARCEP.

La digitalisation, l'autre solution?

Beaucoup déplorent en effet l'obligation d'identification dans les agences. Comme d'autres togolais, l'Autorité de régulation a exhorté les opérateurs de téléphonie mobile à « privilégier les solutions digitales (code USSD, application mobile...) et à prendre également toutes les mesures diligentes pour le respect scrupuleux des gestes barrières dans leurs agences ».

Pour aussi éviter le déplacement vers les agences, un numéro unique *848# est mis à disposition des abonnés des deux réseaux afin que chacun puisse vérifier la situation par rapport à ses numéros.

Le délai est certes prorogé, mais est-ce que cela va résoudre pour autant le problème d'afflux dans les agences ? Ce n'est toujours pas évident dans la mesure où beaucoup attendront encore vers la fin des deux mois pour aller régulariser leurs situations. Et si le gouvernement faisait d'une pierre deux coups ? C'est-à-dire profiter de l'afflux pour faire vacciner ceux qui hésitent encore à le faire ?

CHR ATAKPAMÉ : Le service de cardiologie fermé après des cas de covid19

Touché par la covid19, le service de cardiologie du Centre hospitalier régional d'Atakpamé (CHR situé à 156 km au nord de Lomé) restera fermé pendant au moins deux semaines. Objectif : limiter toute propagation du virus aux patients, usagers et soignants.

Cela fait une semaine ce lundi 23 août que le service de la cardiologie du CHR d'Atakpamé est fermé. Et pour cause, le chef de service a été diagnostiqué positif au covid-19 et mis en quarantaine pour suivre le traitement sanitaire approprié. Ensuite le personnel dudit service a été placé en quarantaine aussi et le local fermé.

Cette décision qui n'a rien à avoir avec la réforme de contractualisation est appliquée à tout service dans le pays qu'il soit hospitalier ou non dès qu'un usager

est diagnostiqué positif à la covid-19. Ce fut le cas pour des usines dans la zone franche de Lomé, des écoles notamment à Sokodé et Agou.

Selon nos informations, les patients qui devront être suivis par le service sont référés à un autre médecin provisoirement. Des cas critiques seront évacués sur d'autres établissements. Le local sera désinfecté avant d'être de nouveau rouvert aux patients.

Notons que la contractualisation du CHR Atakpamé visait à assurer une gestion rationnelle

et orthodoxe afin d'offrir un service de soins de qualité à toute la population. Et au sein de cet hôpital, les résultats ont été satisfaisants en terme d'augmentation des recettes et du taux de fréquentation. Et, c'est cette réussite qui a poussé le gouvernement à élargir la réforme à d'autres centres de santé du pays dont le CHU Sylvanus Olympio de Lomé.

Lire aussi-L'unité de traumatologie du CHR Atakpamé, cas d'école pour 8 pays d'Afrique Fin 2017, le président Faure Gnassingbé a fait le déplacement de ce CHR pour des dons de matériels roulants acquis dans le cadre du programme d'urgence de développement communautaire.

Courtes contre la montre

Contre l'escroquerie

Le retrait des relevés de note et attestations de scolarité est payant dans certains établissements privés. Le ministre Kokoroko met fin à cette pratique à travers une note rendue publique ce lundi. Selon le communiqué, des promoteurs et directeurs d'établissements privés laïcs et confessionnels exigent des parents d'élèves, " le paiement d'une somme (d'un montant allant de 500 à 2 000 francs CFA) pour le retrait des relevés de notes et attestations de scolarité ". Cette pratique, fustige le ministre Kokoroko, " frise l'escroquerie ", et " ne saurait être justifiée du moment où l'Etat Togolais a, non seulement rendu gratuite l'inscription aux différents examens officiels, mais aussi mis gracieusement les relevés de notes à la disposition des établissements pour distribution aux élèves candidats ". Les directeurs régionaux et les chefs d'inspection qui s'adonnent à cette pratique, poursuit le ministre, doivent " y mettre un terme et à rembourser aux parents d'élèves et élèves les frais déjà perçus pour le compte desdits documents ". Par ailleurs, " les directeurs régionaux et les chefs d'inspection sont instruits de veiller à l'application stricte de cette note et de recueillir les éventuelles plaintes des parents d'élèves qui subiraient quelque pression que ce soit afférente au paiement des frais de relevés de notes ou d'attestation de classe ".

Ils ne baissent pas les bras

Le ministère en charge de la Sécurité et de la Protection civile ne dort toujours pas sur ses lauriers. Les forces de défense et de sécurité ont effectué du 11 au 16 août dernier dans toute la zone frontalière Est du pays des opérations de contrôle instituées depuis quelques mois déjà par le Général Yark. Ces opérations conduites par les autorités judiciaires compétentes ont permis de saisir des armes dans les préfectures des Lacs, Bas Mono, Moyen Mono, Est Mono, Yoto, Ogou, Tchamba, Binah, et Oti Sud avec l'interpellation de 12 personnes et la saisine des véhicules, des objets illicites et matériels divers. " Ces opérations de prévention et de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du climat de sécurité et de protection des populations et de leurs biens sur notre territoire face à la montée des nouvelles menaces sécuritaires" a rappelé le ministre de la sécurité, Yark Damehame. Ces opérations de bouclage, de contrôle d'identité et de visites domiciliaires rentrent dans la politique gouvernementale de protection de la population contre la criminalité et l'insécurité qui règne dans la sous région.

Vers un recensement des entreprises togolaises

Dans un communiqué en date du 23 août 2021, la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) informe les opérateurs économiques qu'elle va procéder du 26 août au 08 septembre 2021, au recensement de toutes les entreprises sur le plan national. L'opération a pour but de dresser une cartographie détaillée des entreprises présentes au Togo afin de disposer de données fiables et sûres sur le secteur privé. Ainsi, le recensement débutera le 26 août dans la région maritime, et le 30 août à l'intérieur du pays. Il sera exécuté par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). « Cette opération d'enrôlement vaut adhésion à la CCIT et exonère exceptionnellement du paiement des droits d'adhésion », indique l'institution.

Interface entre le monde des affaires et les pouvoirs publics, la CCIT a une mission consultative et représentative. Elle assure également des missions de conseil, d'appui, d'information, de formation et de gestion de services industriels et commerciaux.

LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC
Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL
Bertine ADJAHU | +228 90 36 97 10

INFOGRAPHIE
LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE
Rad Graphic Sarl U
2 000 exemplaires



POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT L'eau potable coule au Togo

Convenablement aux Objectifs de développement durable (ODD), le Togo a entamé de grands chantiers pour offrir une eau de qualité et préserver la santé des citoyens. Le taux d'accès à l'eau grimpe en milieu urbain, semi-urbain et rural. Ces efforts à l'origine desquels se trouve le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, améliorent grandement les conditions de vie des populations.

Les réalisations ont porté le taux d'accès à l'eau potable de 30% en 2005 à 70% aujourd'hui. En 2019 dans les régions maritime et Plateaux par exemple, l'Etat a réalisé 30 mini adductions d'eau. A celles-ci, on peut ajouter 08 autres mini adductions mises en place dans les

mêmes régions dans le cadre du projet d'hydraulique villageoise ainsi que 420 nouveaux forages équipés de pompes à motricité humaine, 100 anciens forages réhabilités et 60 latrines communautaires.

Plus de 5 000 forages équipés de pompes à motricité humaine



ont été réalisés en milieu rural, faisant passer le nombre total de forages à 11 600 en 2019. Par ailleurs, 3 200 forages en panne ont été réhabilités. En outre, des subventionnements ont été faits pour accroître la production et étendre le réseau dans plusieurs localités urbaines. De fait, le coût du branchement au réseau d'eau potable urbain est passé de 100 000 à 75 000 francs CFA et le taux a connu une hausse de 30% (25 à 55) dans le milieu en 14 ans.

Le numérique et l'eau potable

Le Togo est ambitieux et obnubilé par l'innovation. Utiliser le numérique pour régler les problèmes liés à l'accès à l'eau est l'une de ses initiatives modernes. En mars 2019, un dispositif de Suivi des ouvrages de forages et des indicateurs pour l'eau (Sofie) a été lancé. Grâce à son interface numérique mobile et sa localisation GPS, il permet d'assurer aux populations un approvisionnement continu et permanent en eau potable, suit constamment et répare

les points d'eau ou forages défectueux quel que soit le lieu. L'outil a permis de réduire de plusieurs mois à 72 heures maximum, le délai de réparation des forages.

Ambitions

Le gouvernement fait feu de tout bois pour construire 1 200 nouveaux forages sur le périmètre national. 289 retenues d'eau seront prochainement réhabilitées et aménagées dans les Savanes et la Kara, après les 06 déjà réhabilitées pour faciliter les activités agricoles. Cinkassé, Tandjouaré, Mandouri, Gando, Korbongou et les périphéries de Dapaong seront alimentées en eau potable à partir du barrage de Dalwak et le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kara en cours, viendra renforcer le réseau de distribution dans la région. D'ici 2025, le pays escompte un taux de couverture nationale en eau potable de 85%. Dans le budget 2021 qui s'établit à 1 521,6 milliards de francs CFA, 65,9 milliards sont accordés au secteur de l'eau.

EPANOUISSEMENT SOCIAL DES CITOYENS La feuille de route gouvernementale, symbole d'un Togo en croissance

Le Togo est passionnément épris de développement résilient, capable de mettre la pauvreté hors d'état de nuire pour que règnent la cohésion nationale et l'épanouissement social des citoyens. L'agenda de Faure Gnassingbé pour le quinquennat 2020-2025 l'illustre bien. C'est une feuille de route ambitieuse, inclusive et adaptée aux défis de l'heure.



42 projets et réformes sont inscrits dans la feuille de route destinée à lutter contre la misère et les inégalités. Elle s'articule autour de 03 axes : le renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociales ; la dynamisation de la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ; la modernisation du pays et la consolidation de ses structures.

Les programmes concernent les domaines de la santé, l'éducation, l'énergie, l'eau potable, les transports, le numérique, l'agro-industrie... Ils attachent du prix à la création de richesse pour plus de prospérité partagée, au renforcement du capital humain, à l'amélioration de l'accès universel aux services sociaux de base.

2021, première démonstration de force

Le budget 2021 du Togo est essentiellement consacré aux besoins des familles pauvres. Il est de 1 521,6 milliards de francs CFA avec 445,1 milliards dédiés aux secteurs sociaux, contre 401,7 milliards en 2020. 65,7 milliards sont réservés à l'agriculture et l'agro-industrie ; 65,9 milliards à l'eau et l'énergie, 09 milliards aux pistes rurales ; 77,9 milliards à la santé, 195,5 milliards à l'éducation, 82,5 milliards à la défense et la sécurité. En matière de développement nu-

mérique, le e-administration, l'informatisation du casier judiciaire, l'identification biométrique... pré-occupent le gouvernement. 25,5 milliards sont prévus à ces fins.

Un modèle de développement à la base

Les changements constatés sur le terrain l'évoquent assez. Depuis 2018, plus de 23 milliards de francs CFA ont été dépensés dans le cadre des Filets sociaux et services de base (FSB), projet lancé pour assurer aux ménages défavorisés un meilleur accès aux infrastructures socio collectives de base, à l'alimentation scolaire et aux transferts monétaires trimestriels.

De 2018 à janvier 2021, 7,1 milliards ont été offerts à 60 419 ménages pauvres ciblés dans 685 villages sur le territoire. Grâce aux cantines scolaires, des repas sont servis à plus de 92 000 élèves dans 300 écoles primaires publiques en moyenne chaque année. Cela montre bien que l'Anadeb, agence en charge des actions du ministère du Développement à la base, est très active. Depuis sa création en 2011, elle a versé plus de 100 milliards de francs CFA dans les projets au niveau de l'éducation, la santé, l'alimentation, les infrastructures et les activités génératrices de revenus.

GRATUITÉ DES FRAIS SCOLAIRES Les réactions des populations

La décision prise par le gouvernement sur la gratuité des frais d'inscription et de scolarité pour l'année scolaire 2021/2022 pour les collèges et lycées d'enseignement public au Togo, suscite des réactions diverses au sein de l'opinion nationale. Certains togolais formulent une autre demande à l'endroit du gouvernement suite aux deux mesures prises.

Faure Gnassingbé et son gouvernement forcent de l'admiration suite à l'annonce des mesures sociales en cette période de Covid-19. A l'annonce des mesures visant à «renforcer la résilience des populations togolaises» pendant cette période de crise sanitaire liée à la Covid-19, de nombreuses personnes poussent le ouf de soulagement surtout que, le quotidien des populations devient le chemin de Golgotha.

Pour de nombreux togolais qui commencent à faire le jeu de calcul en vue de faire face aux frais d'inscription et de scolarité à leurs enfants dans les établissements scolaire public pour cette année nouvelle qui s'annonce, la joie est immense.

Le communiqué en date du 21 août 2021 renseigne sur les deux mesures qui sont prises par le gouvernement allant de la gratuité des frais d'inscription et de scolarité pour l'année scolaire 2021-2022 d'un côté et de l'autre, la prise en charge par l'État de la tranche sociale des factures d'eau et d'électricité pour le mois d'août 2021.

Avec la crise qui frappe tous les foyers sans exception en cette période de la pandémie au Coronavirus, le Ouf de soulagement était trop grand. Au sein de l'opinion, cette décision alimente le débat et certains avis sont partagés

Bon nombre de togolais pensent que, de nombreux parents



peuvent se frotter les mains et continuer à féliciter le président togolais et son gouvernement pour cette décision salutaire. Les mesures prises faut-il le rappeler doivent non seulement assouplir les dépenses au niveau des ménages à quelques pas de la rentrée nouvelle 2021-2022. Pour la simple raison que, avec la pandémie au coronavirus, toutes les activités sont paralysées rendant difficile, le quotidien des uns et des autres. La rentrée scolaire constitue pour la plupart des parents d'élèves, un moment de soude financière mais aussi les ménages en difficultés économiques dans le paiement des factures d'eau et d'électricité. Ce, depuis le début de la fameuse pandémie.

Au regard de cet effort du gouvernement, certains estiment que le gouvernement peut aller au delà étant donné que la vie devient de plus en plus dure

en annonçant par exemple, la détaxe sur certains produits de première nécessité comme l'avait promis il y a un temps, l'ex ministre du commerce, Légzim Balouki mais peine perdue.

Le gouvernement «salue le courage de la vaillante population togolaise et l'exhorte encore à plus de discipline et de vigilance dans le respect des mesures de riposte contre la pandémie de Covid-19», lit-on dans le communiqué du gouvernement qui invite les togolais «à adhérer massivement à la campagne de vaccination en cours».

Rappelons que, la gratuite des frais d'inscription et de scolarité et la prise en charge par l'État de la tranche sociale des factures d'eau et d'électricité pour le mois d'août 2021 ne sont pas les premières mesures prises par le Togo en pleine crise au Covid-19. Lomé avait déjà non seulement des mesures de riposte sanitaire, mais également diverses mesures fiscales et sociales. Entre autres mesures, le programme Novissi pour soutenir l'activité économique et soulager les populations vulnérables.

LE TOGO TOURNÉ D'AVANTAGE VERS L'AGRICULTURE BIO ET SES BIENFAITS La production biologique au cœur d'un plan d'urgence

Au Togo, pays où une grande partie de la population active est agricole, l'agriculture biologique représente un enjeu de l'heure parce qu'elle est conforme aux standards internationaux. C'est une technique de production agricole qui exclut l'utilisation des produits chimiques. Considérée comme l'une des formes d'agriculture durable, elle améliore les revenus des agriculteurs grâce à la qualité des produits, préserve la santé des agroécosystèmes, la biodiversité, les cycles biologiques et l'activité biologique des sols.

L'agriculture bio occupe 37 000 producteurs togolais, soit environ 5% des producteurs africains dans ce secteur. Les terres consacrées à ce sous-segment agricole et aux débouchés mondiaux de plus en plus importants, représentent près de 40 000 hectares, soit 1% des terres exploitées au Togo. Cette proportion, bien que modeste, place le Togo en tête des pays de l'Uemoa. Par exemple, le Bénin et le Burkina Faso ne consacrent que 0,5% de leurs terres au bio, avec respectivement 4 000 et 27 000 producteurs. Globalement, la proportion de terres consacrées à l'agriculture bio en Afrique est de 0,2% pour 815 070 exploitants.

Les produits bio togolais très appréciés

Grâce au savoir-faire des agriculteurs et le soutien inconditionnel de l'Etat, le Togo offre des produits bio (soja, ananas, mangue, tomate...) qui défient la concurrence sur le plan mondial. Entre 2018 et 2019, le pays a plus que doublé les exportations de produits agricoles biologiques vers l'Union européenne (UE). Il est passé de 22 000 tonnes à près de 45 000 tonnes sur la période, soit une hausse de 102%, ce qui fait de lui le 2ème exportateur africain de produits bio vers l'UE, le 14ème exportateur au niveau mondial (31ème en 2018) et le 1er exportateur vers l'Europe dans la Cedeao.

La production biologique au cœur d'un plan d'urgence

L'Etat a lancé un plan d'urgence pour la transformation agricole, destiné à encourager une mutation rapide de l'agriculture pour qu'elle devienne un secteur plus attractif, moins pénible, mieux organisé, plus rentable et créateur d'emplois. Il est apparu nécessaire dans ce plan de soutenir l'agriculture biologique et la qualité labélisée Togo, notamment dans les filières et produits à forte valeur ajoutée comme le soja, le sésame et le fonio ; le développement de la production animale et halieutique, le soutien à la création des ranchs et la construction d'au moins un abattoir moderne par région par an ; le renforcement de la mise en marché ; l'assurance agricole ; la refonte du système de formation agricole axée sur les besoins des chaînes de valeur agricoles et orientée vers l'agro-business.

L.R.

PLAN DE DÉVELOPPEMENT : Le Togo utilise tous les moyens pour rendre disponible le maïs

Le maïs est une céréale très cultivée au Togo pour sa richesse en amidon et ses innombrables valeurs nutritionnelles. Sur l'étendue du territoire, il est consommé par la quasi-totalité des ménages. Face à cette prédominance, les acteurs décisionnaires ont établi un plan pour soutenir adéquatement la filière et aider les agriculteurs à subvenir à leurs besoins.



Le plan de développement de la filière maïs mis en place au Togo table sur la production de 211 000 tonnes de maïs grains de bonne qualité et à haut rendement d'ici 2030. Elles seront destinées à la provenderie et aux unités de production de farine de maïs. Conformément au deuxième volet du Plan national de développement (PND) qui vise le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives, l'Etat veut faire du maïs une filière porteuse, inclusive, multiplicatrice d'emplois et contribuant à la sécurité

alimentaire et nutritionnelle, à l'amélioration conséquente des revenus des acteurs et à l'équilibre de la balance commerciale.

Une productivité boostée

Le plan augmentera la productivité du maïs grains de 1,23 t/ha à 06 t/ha. Il accroîtra la production de provendes de 102 288 tonnes à 268 114 tonnes, de la semoule de 300 à 25 300 tonnes et de la farine de 156 à 13 156 tonnes. Pour y parvenir, il est prévu un essouchage de 35 170 ha de terres arables, le renforcement des capacités de 8 000 acteurs sur la gestion de la fertilité des sols et des risques de

contamination aux aflatoxines.

Installation de clusters

L'Etat fera mettre en place un cluster dans la région maritime, un dans la région centrale et un autre dans les Savanes. Ce sont des clusters de même modèle d'affaires, chacun avec une capacité de production de 56 500 tonnes de provendes par an, correspondant à environ 34 000 tonnes de maïs grains transformées par an. Au niveau de la région de la Kara, un cluster d'une capacité de production de 13 000 tonnes de farine et 25 000 tonnes de semoule, correspondant à peu près à 50 000 tonnes de maïs grains transformées par an, sera installé. La farine sera destinée à l'alimentation humaine, la semoule sera réservée aux brasseries nationales et les provenderies auront accès au son.

Comme la filière maïs, d'autres produits agricoles très indispensables dans la vie des Togolais sont pris en compte par le plan susmentionné. Il s'agit du riz, de la tomate et la volaille. Ensemble, le développement de ces 04 filières coûtera approximativement 987 milliards de francs CFA au gouvernement à l'horizon 2030.

DÉLINQUANCE ET SYSTÈME D'ARNAQUES : TIENS fait plus de victimes que la Covid-19 au Togo.

La société, notons-le, organise régulièrement des réunions accueillant un grand nombre de personnes.

Les raisons qui ont conduit "Togo Actualités" à cette suite sont connues par tout dans cette société TIENS. Cette société, même après la décision du gouvernement de renforcer les mesures anti Covid-19 face à la montée des cas de contaminations, continue de faire des rassemblements à pompe pour leurs arnaques.

Au-delà de vendre des illusions et des rêves utopiques aux jeunes et aux personnes en quête d'un emploi durable et d'un business rentable, la société TIENS spécialisée dans le marketing réseau, dont on a fermé le bâtiment, se localise à Tokoin-Casablanca, juste à côté de la pharmacie Lumen, sur le bord du Boulevard RPT, a ses propres moyens de recrutement et de rassemblement partout à Lomé. Le chômage aidant, ils sont des centaines de jeunes à s'entasser chaque moment dans des places des fêtes et des salles en location pour se retrouver berner au bout du compte. Des témoignages glauques qui fait froid dans le dos.

Au-delà de ce qui est arrivé à beaucoup de personnes, il nous revient des départs tumultueux au sein de la société TIENS. Pour les besoins de recoupements, nous avons essayé de contacter certains membres de la société. Les personnes que nous

avons jointes nous ont confié ne plus faire partie du réseau qu'ils veulent leurs argents.

L'une de leurs réunions se fera demain même à l'OCDI dans la salle Marie-Marthe à Hedjranawoe à 17h. C'est dans le von opposé de la clinique Saint Joseph à 100m du goudron.

Après l'appel au rassemblement à la réunion les responsables sortent un communiqué pour interdire la publication de la réunion sur les réseaux sociaux.

Voici le communiqué :

SÉANCE OPP DEMAIN MARDI 24 AOÛT 2021 À 17H À MARIE MARTHE OCIDI DE LOMÉ

MAXIMUM D'INVITATION DE QUALITÉ POUR UNE CASCADE D'ADHÉSIONS

INFO 1 INFO 1 INFO 1 INFO 1 INFO 1
INFO 1 INFO 1 INFO 1

LE PRÉSIDENT TIENS À RAPPELER À TOUS LES LEADERS ET TOUS LES MEMBRES QUE LES IMAGES DES DIFFÉRENTES SÉANCES DE LOMÉ NE SONT PAS ENCORE AUTORISÉES À ÊTRE PUBLIÉES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX (GROUPES WHATSAPP, FACEBOOK, STATUT.....) JUSQU'À NOUVEL ORDRE VEILLEZ TRANSMETTRE FIDÈLEMENT ET DE FAÇON STRICTE L'INFORMATION À VOS FILLEULS

Affaire à suivre...

INSOLITE : Une affaire de « réunion nocturne des enfants » dans un arbre devant les juges

Le vendredi 13 août 2021 au Tribunal de Lomé, le traitement du dossier d'un mineur en état de vulnérabilité qu'un homme dans la trentaine exploitait et logeait dans des conditions insalubres, a débouché sur une autre affaire de réunion nocturne des enfants dans un arbre.

Prenant la parole, la grand-mère de l'enfant exploité expliquait aux juges que son petit-fils, lorsqu'il restait chez l'homme qui l'a presque séquestré, mettait la nuit une herbe sous son oreiller et se retrouvait dans un arbre avec d'autres enfants pour des réunions.

Par ailleurs, confie la dame, le monsieur remettait des bons à son enfant et quand ce dernier le remettait à d'autres enfants, les âmes de ces derniers également venaient à la convocation du monsieur et son prisonnier. La grand-mère expliquait donc que sa préoccupation, était d'œuvrer pour que l'enfant sorte de cette emprise.

L'accusé pour sa part rétorque qu'il ne maîtrise rien de ce que la grand-mère disait. Les juges reconnurent qu'ils ne traitaient pas ces genres d'affaires et se sont cantonnés sur le fait que le monsieur exploitait l'enfant et l'a hébergé dans des conditions insalubres.

Dans la foulée, l'accusé sera condamné à 6 mois de prison avec 3 assortis de sursis mais le volet mystique n'a pas trouvé son dénouement.

Le Magnan Libéré

soutient la campagne de vaccination contre le Coronavirus



ON VOUS EN OFFRE TOUJOURS PLUS!



F1 MAX



EGO+

KIT 4G+ + **4Go**

~~38 400~~^{FCFA} Valable 7jrs

29 000^{FCFA}

KIT 4G+ + **4Go**

~~65 000~~^{FCFA} Valable 7jrs

45 000^{FCFA}

Disponible en Agence dans la limite des stocks disponibles
Bonus 4Go valable 7 jours.
Offre valable du 02 au 31 août 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

